

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

[C - 2003/35967]

Aanpassing van de samenstelling van de erkenningscommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten. — Erratum

Bij besluit van de Vlaamse regering van 14 maart 2003 wordt de heer Kris Baetens, op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties, met ingang van 15 maart 2003, benoemd tot plaatsvervangend lid in de erkenningscommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten, ter opvolging van de heer Jan Heylen. Hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2003/27735]

24 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant provisoirement la révision des planches 43/1 et 43/2 du plan de secteur de Verviers-Eupen en vue de l'inscription de zones d'activité économique en extension des zones existantes sur le territoire des communes de Baelen, Eupen, Lontzen et Welkenraedt

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 30, 31, 35, 41 à 46;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Verviers-Eupen;

Vu l'arrêté du 19 mars 1992 décidant la révision partielle du plan de secteur de Verviers-Eupen en vue de l'inscription d'une zone industrielle au lieu-dit « Herbesthalerbaum » à Lontzen;

Vu l'avant-projet de modification du plan de secteur de Verviers-Eupen adopté le 16 avril 1999;

Vu les propositions et suggestions de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 28 janvier 2000 et du 1^{er} juillet 2002;

Considérant que l'objectif du Gouvernement est de répondre à bref délai aux besoins d'espace nécessaire à l'activité économique et, dans une optique volontariste, de réserver des terrains pour des activités plus spécialisées;

Considérant qu'au regard de la situation stratégique de l'échangeur autoroutier d'Eupen-Welkenraedt, point d'ancrage sur l'eurocorridor Lille-Liège-Ruhr à proximité de la frontière allemande, il s'indique de prendre en considération un horizon de planification large et d'anticiper les besoins à long terme des entreprises (15-20 ans);

Considérant qu'aucun avant-projet de révision de plan de secteur du plan prioritaire d'affectation d'espace à l'activité économique ne concerne la région d'Eupen-Welkenraedt;

Considérant que la révision porte sur environ 141 ha de terrains à inscrire en zone d'activité économique;

Considérant par ailleurs que la révision du plan de secteur répond à un besoin en convertissant la zone d'aménagement différé à caractère industriel de Lommerich et des parties des zones d'activité économique existantes situées sur Eupen et Baelen ainsi que la zone d'habitat à caractère rural située à l'ouest de la rue d'Herbesthal en zone d'activité économique mixte ou zone d'activité économique spécifique avec surimpression « GD »;

Considérant qu'elle a également pour objectif de relocaliser partiellement la zone dite « des trois Bourdons » sur Welkenraedt, sur des terrains présentant une meilleure accessibilité routière;

Considérant l'impact socio-économique du projet d'extension qui pourrait se traduire par la création de 2 200 emplois directs sur le site;

Considérant que le projet de révision s'inscrit dans la structure spatiale retenue par le Schéma de Développement de l'Espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999, les communes d'Eupen et de Welkenraedt y étant définies à la fois comme un pôle et un point d'ancrage sur l'eurocorridor Lille-Liège-Ruhr;

Considérant que le SDER y préconise le développement des activités basées sur le transport et les exportations;

Considérant que l'étude d'incidences de plan prévue à l'article 42, alinéa 2, du Code réalisée par le bureau d'études IGRETEC dûment agréé conformément à l'alinéa 4 du même article, aboutit aux conclusions suivantes :

- la situation actuelle ne permettra pas dans l'avenir de satisfaire la demande des entreprises;
- la superficie totale des nouvelles zones d'activité économique couvrira les besoins des 15 à 20 prochaines années;
- aucune alternative de localisation ne peut être considérée comme meilleure que le projet présenté;
- le projet d'extension apparaît comme la solution unique à l'échelle régionale;
- il est préférable d'étendre des zones déjà existantes plutôt que d'en ouvrir de nouvelles;
- la zone considérée se situe entre Eupen et Welkenraedt, deux centres offrant tous les services nécessaires;
- la zone projetée est située à proximité de la sortie autoroutière E40 n° 38 d'Eupen-Welkenraedt; un raccordement possible de la zone à la voie ferrée est un avantage pour les entreprises exerçant leur activité dans le domaine des transports et de la logistique;
- l'extension va néanmoins aggraver la hausse des prix des terrains à bâtir;
- les terrains concernés par le projet ont une valeur agricole faible; il apparaît néanmoins que la pérennité de nombreuses exploitations agricoles est menacée;
- l'altération de la qualité visuelle consistera essentiellement dans le déplacement des limites de l'enveloppe urbanisée;
- moyennant un dimensionnement correct des collecteurs et des bassins d'orage, la modification du régime hydraulique du ruisseau de Baelen sera très fortement réduite;
- du point de vue des qualités biologiques, le milieu rural de la zone concernée ne peut être qualifié ni de très riche ni de très diversifié;
- il sera indispensable de répartir au mieux les destinations veillant à protéger le caractère architectural des lieux et à sauvegarder les paysages;
- pour permettre le raccordement de la route N61 à une voirie à créer parallèlement (au sud-ouest) à la N67, il est nécessaire de réserver à cet effet des terrains de part et d'autre de la N61;

— la zone de Welkenraedt pourrait être réservée aux activités exercées par les « entreprises industrielles et de transport »;

— la zone Herbesthal-Tivoli à Lontzen devrait être convertie en plate-forme multimodale;

— la zone de Lontzen-Herbesthaler Baum pourrait être réservée aux entreprises ayant pris l'option du raccordement au rail;

— la zone d'Eupen-Gemehret, à mettre en œuvre ultérieurement, pourrait être affectée aux entreprises dangereuses et à celles ayant pris l'option du raccordement au rail;

— la zone tampon prévue à l'avant-projet le long de la zone d'habitat à caractère rural de Gemehret sur Eupen devrait être inscrite en zone d'activité économique; un traitement paysager contraignant serait imposé;

— la zone de Baelen devrait intégrer les terrains enclavés entre l'emprise du TGV et la zone d'activité économique mixte (située au nord-est de Néreth), mais ne reprendrait plus l'extension ouest de la zone d'activité économique industrielle au lieu-dit Ferme du Congo; elle serait réservée aux entreprises mixtes; en compensation, il y aurait lieu de renoncer au phasage de la zone d'activité économique mixte prévue à l'avant-projet de plan au lieu-dit Ferme Horren;

Considérant que la proposition de la CRAT de maintenir, au lieu-dit Ferme du Congo, l'extension ouest de la zone d'activité économique industrielle sur Baelen :

— est insuffisamment motivée alors qu'elle s'écarte des conclusions de l'auteur d'étude d'incidences de plan,

— ne se justifie pas par les besoins, même à long terme,

— présente un caractère linéaire,

— dépasse le chemin formant limite de l'urbanisation,

— a un impact négatif sur l'activité agricole et les paysages;

Considérant qu'il s'indique dès lors de ne pas retenir la proposition de la CRAT;

Considérant qu'il y a lieu de s'écarter ou de traduire planologiquement les propositions émises par l'auteur de l'étude d'incidences sur les points suivants pour les raisons avancées :

* Compte tenu de son éloignement à l'habitat et de la demande potentielle des activités économiques industrielles non spécialisées, il est opportun d'inscrire la zone de la Ferme Horren à Baelen en zone d'activité économique industrielle plutôt que mixte;

* A Gemereth sur Eupen et à Herbersthaler Baum sur Lontzen, la spécialisation voulue par l'auteur d'étude d'incidences dans l'accueil d'entreprises utilisant le rail est traduite planologiquement par l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle de 150 mètres de large, avec prescription réservant ces terrains à des entreprises dont l'acheminement des matières premières ou des produits finis se fait par ce mode. Un dispositif permet de déroger à la prescription lorsque tous les terrains inscrits par le présent arrêté sont saturés;

* A Herbersthaler Baum, sur Lontzen, étant donné l'importante superficie de la zone d'activité économique mixte, il est opportun d'en phaser une partie;

* La conversion en plate-forme multimodale de l'ancienne plate-forme ferroviaire Herbesthal-Tivoli à Lontzen se heurte à sa faible accessibilité routière. Il semble dès lors plus approprié d'y accueillir des P.M.E.;

* A Welkenraedt, l'extension sud-ouest de la zone des trois Bourdons permet de faciliter l'extension du logisticien Mond et d'éviter une trop grande proximité à la zone d'habitat de la rue Voie de Liège. Compte tenu de l'activité de la société Mond (transport de produits dangereux et non-dangereux), l'extension du parc des trois Bourdons doit être inscrite en zone d'activité économique industrielle;

* La recommandation de l'étude d'incidences de réserver la zone d'activité économique sise au lieu-dit Hemesels sur Welkenraedt aux entreprises industrielles et de transport — ce qui suppose l'inscription des espaces nécessaires en zone d'activité économique industrielle plutôt qu'en zone d'activité économique mixte en vertu de l'article 30 du CWATUP — doit être suivie. Il y a cependant lieu de prendre en considération la nécessité d'une part d'établir un phasage dans l'utilisation de cette vaste zone de 37 ha et d'autre part de permettre l'accueil de P.M.E. locales en inscrivant la bande ouest de ce périmètre en zone d'activité économique mixte;

Considérant qu'il est opportun de délimiter cartographiquement les dispositifs d'isolement jouant le rôle de tampon à l'égard des riverains des rues de Rabotrath à Lontzen et de Gemehret à Eupen;

Considérant enfin que les zones d'activité économique mixte à inscrire à proximité immédiate de l'échangeur autoroutier d'Eupen-Welkenraedt ne devraient pas pouvoir accueillir le commerce de détail ni les services à la population caractéristiques des milieux urbains, en raison de leur localisation périphérique aux pôles;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que, sans compter les changements mineurs opérés au sein de la zone d'activité économique (inscription de zones GD, transformation de zone d'activité économique industrielle en zone d'activité économique mixte), ni la désaffectation sur Welkenraedt, la superficie à inscrire en zone d'activité économique passerait de 144 ha initialement prévus à l'avant-projet à quelque 141 ha, dont 14 ha réservés à des dispositifs d'isolement;

Considérant qu'il est possible sur les plans technique et budgétaire de doubler la sortie autoroutière n° 38 Eupen-Welkenraedt de la E40, de manière à apporter une réponse à l'engorgement possible de la sortie autoroutière actuelle et de la route N67 Eupen-Welkenraedt;

Considérant que la création de cette nouvelle sortie et des voiries d'accès ne doit pas être inscrite au plan de secteur;

Considérant qu'il est nécessaire de réserver des terrains sur le territoire de Baelen de part et d'autre de la N61, au lieu-dit Garnstock, afin de permettre le raccordement à une voirie à créer en bordure ouest de l'actuelle zone d'activité économique industrielle de Baelen-Eupen;

Considérant, compte tenu de ce qui précède qu'il s'indique de prendre les mesures suivantes :

a) sur le territoire de Baelen :

— l'inscription, au lieu-dit Garnstock, d'un périmètre de réservation, de part et d'autre de la route N61;

— la conversion d'une partie de zone d'activité économique industrielle en 7 ha de zone d'activité économique mixte;

— l'inscription, au lieu-dit Ferme Horren, de 8,5 ha de zone d'activité économique industrielle;

— l'inscription de 6 ha de zone d'activité économique mixte, assortie d'une prescription supplémentaire n'autorisant pas les commerces de détail ni les services à la population, en bordure sud de l'autoroute E40, à l'ouest de la route N67, au nord de la zone d'activité économique mixte existante;

b) sur le territoire d'Eupen :

— la conversion partielle d'une zone agricole et d'une zone d'aménagement différé, au lieu-dit Gemehret, en 9,5 ha de zone d'activité économique industrielle spécialisée dans les activités liées au rail, en 29,5 ha de zone d'activité économique mixte phasée, assortie d'une prescription supplémentaire n'autorisant pas les commerces de détail ni les services à la population, dont 6,5 ha de zone d'activité économique mixte réservée à la constitution d'un périmètre d'isolement;

— la conversion de la zone d'aménagement différé à caractère industriel, au lieu-dit Lommerich, en 27 ha de zone d'activité économique mixte;

— la conversion de la zone d'activité économique industrielle et de la zone d'activité économique mixte, au lieu-dit Lommerich, en 10 ha de zone d'activité économique mixte et en 9,5 ha de zone d'activité économique spécifique avec la surimpression « GD »;

— la conversion de la zone d'habitat à caractère rural et d'une partie de la zone d'activité économique industrielle, situées le long de la bordure ouest de la route N67, en 14,5 ha de zone d'activité économique mixte;

c) sur le territoire de Lontzen :

— la conversion de 10,5 ha de zone de services publics et d'équipements communautaires, au lieu-dit Herbesthal-Tivoli, en zone d'activité économique mixte;

— l'inscription, au lieu-dit Herbesthaler Baum, de 6,5 ha de zone d'activité économique industrielle spécialisée dans les activités liées au rail, de 33,5 ha de zone d'activité économique mixte, assortie d'une prescription supplémentaire n'autorisant pas les commerces de détail ni les services à la population, dont 10,5 ha phasés et 7,5 ha de zone d'activité économique mixte réservée à la constitution d'un périmètre d'isolement;

d) sur le territoire de Welkenraedt :

— la conversion de la zone d'aménagement différé à caractère industriel, au lieu-dit Lançaumont, en 6,5 ha de zone d'activité économique industrielle et en 32,5 ha de zone agricole;

— l'inscription au lieu-dit Hemesels de 34 ha (dont 15,5 ha phasés) de zone d'activité économique industrielle, principalement destinée aux activités de logistique routière et de 3 ha de zone d'activité économique mixte;

Considérant que l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du Code sera rencontré par le respect des dispositions suivantes :

— la réaffectation de la plate-forme Tivoli-Herbesthal, site d'activité économique désaffecté;

— la désaffectation de la majeure partie de la zone d'aménagement différé à caractère industriel de Lançaumont :

— le raccordement au rail d'une partie de la zone qui permettra de limiter la pollution atmosphérique en contribuant au développement de l'alternative à la route;

— l'organisation par l'opérateur de développement d'un plan de transports pour les travailleurs de la zone d'activité économique, de manière à réduire le recours individuel aux voitures;

— la délimitation de dispositifs d'isolement jouant le rôle de zones tampon vis-à-vis des riverains;

— le maintien de haies à l'intérieur des zones d'activité, qui contribuera au maintien de la biodiversité;

— un traitement paysager des limites de zones;

— la création de bassins d'orage « écologiques », favorisant le développement de la biodiversité et des paysages;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon adopte le projet de modification du plan de secteur de Verviers-Eupen, selon le plan ci-annexé (planches 43/1 et 43/2), qui comprend l'inscription :

— sur Baelen, au lieu-dit Garnstock, d'un périmètre de réservation;

— sur Baelen, au lieu-dit Ferme Horren, d'une zone d'activité économique industrielle;

— sur Baelen, d'une zone d'activité économique mixte en bordure sud de l'autoroute E40, à l'ouest de la route N67 et au nord de la zone d'activité économique mixte existante;

— sur Eupen, au lieu-dit Gemehret de deux zones d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle;

— sur Eupen, au lieu-dit Lommerich, d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique spécifique avec la surimpression « GD »;

— sur Eupen et sur Baelen le long de la bordure ouest de la route N67, d'une zone d'activité économique mixte;

— sur Lontzen, au lieu-dit Herbesthal-Tivoli, d'une zone d'activité économique mixte;

— sur Lontzen, au lieu-dit Herbesthaler Baum, de trois zones d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle;

— sur Welkenraedt, au lieu-dit Lançaumont, d'une zone d'activité économique industrielle et d'une zone agricole;

— sur Welkenraedt, au lieu-dit Hemesels, de deux zones d'activité économique industrielle et d'une zone d'activité économique mixte.

Art. 2. § 1^{er}. La prescription supplémentaire suivante est d'application dans les zones d'activité économique mixtes repérées * R 1-1 inscrites par le présent arrêté :

« Les commerces de détail et les services à la population ne sont pas autorisés à s'établir dans la zone d'activité économique, sauf s'ils constituent des services auxiliaires aux activités autorisées. »

§ 2. La prescription supplémentaire suivante est d'application dans les zones d'activité économique repérées * R 1-5 inscrites par le présent arrêté :

« Cette partie de la zone d'activité économique est réservée à la constitution d'un périmètre d'isolement. »

§ 3. La prescription supplémentaire suivante est d'application dans les zones d'activité économique repérées * R 1-6 inscrites par le présent arrêté :

« Seules les entreprises dont l'acheminement des matières premières ou des produits finis se fait par le rail peuvent être autorisées à s'établir dans cette zone d'activité économique; il peut néanmoins être dérogé à cette prescription lorsque plus aucune zone inscrite par le présent arrêté ne dispose de superficies disponibles pour l'accueil de nouvelles implantations. »

§ 4. La prescription supplémentaire suivante est d'application dans les zones d'activité économique mixtes repérées * R 2-1 inscrites par le présent arrêté :

« L'implantation d'entreprises dans la zone d'activité économique ne peut être autorisée que lorsque les zones de la même commune et de même affectation inscrites par le présent arrêté ne disposeront plus de superficies disponibles pour l'accueil de nouvelles implantations. »

Art. 3. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1992 décidant la révision partielle du plan de secteur de Verviers-Eupen en vue de l'inscription d'une zone industrielle au lieu-dit « Herbesthalerbaum » à Lontzen est abrogé.

Art. 4. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 2003/27735]

24. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur vorläufigen Annahme der revidierten Karten 43/1 und 43/2 des Sektorenplans Verviers-Eupen zwecks der Eintragung von Gewerbegebieten in Erweiterung der bestehenden Gebiete im Umkreis der Gemeinden Baelen, Eupen, Lontzen und Welkenraedt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 30, 31, 35, 41 bis 46;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Januar 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Verviers-Eupen;

Aufgrund des Erlasses vom 19. März 1992, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Verviers-Eupen einer Teilrevision zwecks der Eintragung eines Gewerbegebiets am Orte genannt «Herbesthaler Baum» in Lontzen zu unterziehen ist;

Aufgrund des am 16. April 1999 angenommenen Vorentwurfs zur Abänderung des Sektorenplans Verviers-Eupen;

Aufgrund der Vorschläge und Anregungen des Regionalausschusses für Raumordnung vom 28. Januar 2000 und vom 1. Juli 2002;

In der Erwägung, dass das Ziel der Regierung darin besteht, den Bedarf an für die wirtschaftliche Tätigkeit notwendigen Flächen möglichst schnell zu decken und aus einer voluntaristischen Perspektive Grundstücke für spezialisierte Tätigkeiten vorzubehalten;

In der Erwägung, dass der Anlass besteht, aufgrund der strategischen Lage des Autobahnkreuzes Eupen-Welkenraedt, das im Eurokorridor Lille-Lüttich-Ruhr in der Nähe der deutschen Grenze verankert ist, eine weitgehende Planungsstrategie anzuwenden und den langfristigen Bedürfnissen der Unternehmen (15-20 Jahre) zuvorzukommen;

In der Erwägung, dass es keinen Vorentwurf zur Revision eines Sektorenplans im vorrangigen Raumnutzungsplan für wirtschaftliche Tätigkeiten für das Gebiet Eupen-Welkenraedt gibt;

In der Erwägung, dass sich die Revision auf etwa 141 Ha als Gewerbegebiet einzutragende Gelände bezieht;

In der Erwägung außerdem, dass die Revision des Sektorenplans einem Bedarf entspricht, indem das Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter von Lommerich und bestimmte Teile der in Eupen und Baelen gelegenen bestehenden Gewerbegebiete sowie das westlich der Herbesthaler Straße gelegene Wohngebiet mit ländlichem Charakter in ein gemischtes Gewerbegebiet oder in ein spezifisches Gewerbegebiet mit dem Überdruck «GD» (Großvertrieb) umgestaltet werden;

In der Erwägung, dass diese Revision ebenfalls zum Zweck hat, das «zone des trois Bourdons» genannte Gebiet in Welkenraedt teilweise auf Gelände zu verlegen, die eine bessere Verkehrszugänglichkeit anbieten;

In Erwägung der sozialwirtschaftlichen Auswirkungen des Erweiterungsprojekts, die zur Schaffung von 2 200 direkten Arbeitsplätzen in diesem Gebiet führen könnten;

In der Erwägung, dass sich der Revisionsentwurf in die Raumstruktur einfügt, die im durch die Wallonische Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplan des regionalen Raums (SDER) in Betracht gezogen wurde, indem die Gemeinden Eupen und Welkenraedt dort als Wirtschaftspole und Verankerungsorte im Eurokorridor Lille-Lüttich-Ruhr bestimmt sind;

In der Erwägung, dass der SDER dort die Entwicklung von auf Transport und Export beruhenden Tätigkeiten empfiehlt;

In der Erwägung, dass die in Art. 42 Absatz 2 des Gesetzbuches vorgesehene Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend den Plan, die durch das gemäß Absatz 4 desselben Artikels ordnungsgemäß zugelassene Planungsbüro IGRETEC durchgeführt worden ist, zu den folgenden Schlussfolgerungen führt:

- die jetzige Lage wird dem Bedarf der Unternehmen in der Zukunft nicht genügen können;
- die Gesamtfläche der neuen Gewerbegebiete wird den Bedarf der nächsten 15 bis 20 Jahre decken können;
- es gibt keine bessere Alternative hinsichtlich des Standorts als diejenige, die in diesem Entwurf vorgestellt wird;
- das Erweiterungsprojekt ist offensichtlich die einzige Lösung auf regionaler Ebene;
- es ist ratsamer, schon bestehende Gebiete zu erweitern als neue Gebiete zu schaffen;
- das projektierte Gebiet befindet sich zwischen Eupen und Welkenraedt, d.h. zwei Zentren, die die gesamten notwendigen Dienstleistungen anbieten;
- das entworfenere Gebiet befindet sich in der Nähe der Autobahn E40 (Ausfahrt Nr. 38 Eupen-Welkenraedt). Ein möglicher Anschluss an die Eisenbahn bildet zudem einen Vorteil für die Unternehmen, die ihre Tätigkeit im Bereich des Transports und der Logistik ausüben;
- diese Erweiterung wird jedoch die Erhöhung der Baugrundpreise verschlimmern;

- die durch das Projekt betroffenen Grundstücke haben einen niedrigen landwirtschaftlichen Wert. Es scheint jedoch, dass der Fortbestand zahlreicher landwirtschaftlicher Betriebe bedroht wird;
- die visuellen Auswirkungen werden hauptsächlich in der Verlegung der Grenzen des Siedlungsgebiets bestehen;
- unter der Voraussetzung, dass die Sammelkanäle und Regenauffangbecken korrekt bemessen sind, wird sich das Fließregime des Baches von Baelen kaum ändern;
- was die biologischen Qualitäten betrifft, kann der ländliche Raum des betroffenen Gebiets weder als sehr reich noch als sehr vielfältig eingestuft werden;
- es wird unerlässlich sein, die Zweckbestimmungen der verschiedenen Gelände bestens zu verteilen, um die architektonischen Eigenschaften der jeweiligen Standorte und die Landschaften zu schützen;
- um den Anschluss der Straße N61 an einen parallel (südwestlich) zu der N67 zu bauenden Verkehrsweg zu ermöglichen, wird es notwendig sein, Grundstücke auf beiden Seiten der N61 diesem Zweck vorzubehalten;
- das Gebiet in Welkenraedt könnte von «Industrie- und Transportunternehmen» ausgeübten Tätigkeiten vorbehalten werden;
- das Gebiet Herbesthal-Tivoli in Lontzen müsste in eine multimodale Plattform umgestaltet werden;
- das Gebiet Herbesthaler Baum in Lontzen könnte denjenigen Betrieben vorbehalten werden, die sich für den Anschluss an die Eisenbahn entschieden haben;
- das in einer späteren Phase zu erschließende Gebiet von Eupen-Gemehret könnte den gefährlichen Betrieben und denjenigen, die sich für den Anschluss an die Eisenbahn entschieden haben, vorbehalten werden;
- die Pufferzone, die im Vorentwurf entlang dem Wohngebiet mit ländlichem Charakter von Gemehret in Eupen vorgesehen wird, müsste als Gewerbegebiet eingetragen werden; zwingende landschaftliche Bedingungen müssten auferlegt werden;
- das Gebiet von Baelen müsste die Grundstücke, die zwischen der TGV-Grundfläche und dem nordöstlich von Nereth gelegenen gemischten Gewerbegebiet liegen, einbeziehen. In diesem Gebiet würde jedoch die westliche Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets am Orte genannt «Ferme du Congo» nicht mehr einbezogen werden. Dieses Gebiet würde den gemischten Unternehmen vorbehalten werden. Zum Ausgleich würde es Anlass geben, auf die Phasierung des im Vorentwurf des Plans am Orte genannt «Ferme Horren» gemischten Gewerbegebiets zu verzichten;

In der Erwägung, dass der Vorschlag des Regionalausschusses für Raumordnung, die westliche Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets am Ort genannt «Ferme du Congo» in Baelen zu erhalten:

- ungenügend begründet ist, wobei er zudem von den Schlussfolgerungen des Verfassers der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend den Plan abweicht;
- keinesfalls durch die (selbst langfristigen) Bedürfnisse gerechtfertigt ist;
- einen linearen Charakter aufweist;
- den Weg überschreitet, der die Begrenzung des verstädterten Gebiets bildet;
- eine negative Auswirkung auf die landwirtschaftliche Tätigkeit und auf die Landschaften hat;

In der Erwägung, dass der Vorschlag des Regionalausschusses für Raumordnung demnach nicht in Betracht gezogen werden sollte;

In der Erwägung, dass es aus den vorgebrachten Gründen Anlass gibt, von den vom Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung geäußerten Vorschlägen in folgenden Punkten abzuweichen, oder aber diese Vorschläge plantechnisch umzusetzen:

* Unter Berücksichtigung der Entfernung des Gebiets «Ferme Horren» in Baelen vom Wohnbereich und des potentiellen Bedarfs hinsichtlich nicht spezialisierter industrieller Gewerbetätigkeiten ist es zweckmäßig, dieses Gebiet als industrielles Gewerbegebiet und nicht als gemischtes Gewerbegebiet einzutragen;

* In Gemereth auf dem Gebiet der Gemeinde Eupen und am Ort genannt «Herbesthaler Baum» auf dem Gebiet der Gemeinde Lontzen wird die vom Umweltverträglichkeitsprüfer beabsichtigte Spezialisierung auf die Niederlassung von Betrieben, die das Eisenbahnnetz benutzen, plantechnisch durch die Eintragung eines 150 m breiten industriellen Gewerbegebiets umgesetzt, wobei vorgeschrieben wird, dass diese Grundstücke Unternehmen vorzubehalten sind, die ihre Rohstoffe oder Fertigprodukte durch die Bahn befördern. Es besteht jedoch eine Bestimmung, die es ermöglicht, von dieser Vorschrift abzuweichen, wenn alle in Anwendung des vorliegenden Erlasses eingetragenen Grundstücke gesättigt sind;

* Unter Berücksichtigung der bedeutenden Fläche des gemischten Gewerbegebiets «Herbesthaler Baum» auf dem Gebiet der Gemeinde Lontzen, ist es zweckmäßig, diese Fläche phasenweise zu erschließen;

* Die Umgestaltung der ehemaligen Eisenbahnplattform Herbesthal-Tivoli in Lontzen in eine multimodale Plattform stößt auf das Problem ihrer beschränkten Zugänglichkeit zum Straßennetz. Infolgedessen scheint es besser, dort eher K.M.B. anzusiedeln;

* In Welkenraedt ermöglicht die südwestliche Erweiterung des Gebiets «trois Bourdons» eine einfachere Erweiterung der Anlagen der Logistikfirma Mond, wobei zugleich eine all zu große Nähe zum Wohngebiet der «rue Voie de Liège» vermieden wird. Unter Berücksichtigung der Tätigkeit der Gesellschaft Mond (Transport von gefährlichen und ungefährlichen Stoffen) muss die Erweiterung des Gebiets «trois Bourdons» als industrielles Gewerbegebiet eingetragen werden;

* Der in der Umweltverträglichkeitsprüfung erörterten Empfehlung, das am Orte genannt «Hemesels» auf dem Gebiet der Gemeinde Welkenraedt gelegene Gewerbegebiet den Industrie- und Transportunternehmen vorzubehalten — was die Eintragung der notwendigen Grundstücke als industrielles Gewerbegebiet eher als gemischtes Gewerbegebiet aufgrund Art. 30 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe voraussetzt — muss Rechnung getragen werden. Es gibt jedoch Anlass, die Notwendigkeit in Betracht zu nehmen, einerseits eine Phasierung in der Nutzung dieses 37 ha großen Gebiets einzuführen und andererseits die Ansiedlung von örtlichen K.M.B. durch die Eintragung des westlichen Landstreifens dieses Bereichs als gemischtes Gewerbegebiet zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass es zweckmäßig ist, die Abtrennvorrichtungen, die für die Anwohner der «Raborather Straße» in Lontzen und der Straße «Gemehret» in Eupen als Puffer dienen, kartographisch zu begrenzen;

In der Erwägung schließlich, dass die in unmittelbarer Nähe des Autobahnkreuzes Eupen-Welkenraedt einzutragenden gemischten Gewerbegebiete aufgrund ihrer peripheren Lage an den Polen weder Einzelhandelsbetriebe noch Unternehmen aufnehmen sollten, die für städtische Räume charakteristische Dienstleistungen an die Bevölkerung anbieten;

In der Erwägung, dass sich aus dem Vorhergehenden ergibt, dass die im Vorentwurf als Gewerbegebiet einzutragende Fläche, die ursprünglich 144 Ha groß war, jetzt etwa 141 Ha beträgt, von denen 14 Ha den Abtrennvorrichtungen vorbehalten sind, ohne dabei die innerhalb des Gewerbegebiets vorgenommenen unbedeutenden Abänderungen (Eintragung der Gebiete mit der Überschrift «GD» - Großvertrieb, Umgestaltung des industriellen Gewerbegebiets in ein gemischtes Gewerbegebiet), sowie die Zweckentfremdung auf dem Gebiet der Gemeinde Welkenraedt in Betracht zu ziehen;

In der Erwägung, dass es aus technischer und haushaltsmäßiger Sicht möglich ist, eine doppelte Ausfahrt Nr. 38 Eupen-Welkenraedt (Autobahn E40) zu gestalten, um dem Problem der immer möglichen Staus auf der jetzigen Autobahnausfahrt und der Straße N67 Eupen-Welkenraedt abzuwehren;

In der Erwägung, dass der Bau dieser neuen Ausfahrt und der Zugangsstraßen in den Sektorenplan nicht eingetragen werden muss;

In Erwägung der Notwendigkeit, Grundstücke auf dem Gebiet der Gemeinde Baelen auf beiden Seiten der N61 am Orte genannt «Gamstock» vorzubehalten, um den Anschluss an einen Verkehrsweg zu ermöglichen, der am westlichen Rand des jetzigen industriellen Gewerbegebiets von Baelen-Eupen zu errichten wäre;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung des Vorhergehenden Anlass gibt, die folgenden Maßnahmen zu treffen:

a) auf dem Gebiet der Gemeinde Baelen:

— die Eintragung am Orte genannt «Gamstock» eines Reserveumkreises auf beiden Seiten der Straße N61;

— die Umgestaltung eines Teils des industriellen Gewerbegebiets in 7 Ha gemischtes Gewerbegebiet;

— die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets (8,5 Ha) am Orte genannt «Ferne Horren»;

— die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets (6 Ha) am südlichen Rand der Autobahn E40, westlich der Straße N67, nördlich des bestehenden gemischten Gewerbegebiets, unter Beifügung einer zusätzlichen Vorschrift, durch die Einzelhandelsgeschäfte und Unternehmen für Dienstleistungen an die Bevölkerung nicht zugelassen werden;

b) auf dem Gebiet der Gemeinde Eupen:

— am Orte genannt «Gemehret»: die teilweise Umgestaltung eines Agrargebiets und eines Bauerwartungsgebiets in ein industrielles Gewerbegebiet (9,5 Ha), das auf mit der Eisenbahn verbundene Tätigkeiten spezialisiert ist, einerseits, und in ein phasenweise zu erschließendes gemischtes Gewerbegebiet (29,5 Ha) andererseits unter Beifügung einer zusätzlichen Vorschrift, durch die Einzelhandelsgeschäfte und Unternehmen für Dienstleistungen an die Bevölkerung nicht zugelassen werden, in diesem gemischten Gewerbegebiet werden 6,5 Ha der Errichtung eines Abtrenngebiets vorbehalten;

— am Orte genannt «Lommerich»: die Umgestaltung des Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter in ein gemischtes Gewerbegebiet (27 Ha);

— am Orte genannt «Lommerich»: die Umgestaltung des industriellen Gewerbegebiets und des gemischten Gewerbegebiets in ein gemischtes Gewerbegebiet (10 Ha) und in ein mit dem Überdruck «GD» versehenes spezifisches Gewerbegebiet (9,5 Ha);

— die Umgestaltung des Wohngebiets mit ländlichem Charakter und eines Teils des industriellen Gewerbegebiets, die entlang dem westlichen Rand der Straße N67 gelegen sind, in ein gemischtes Gewerbegebiet (14,5 Ha);

c) auf dem Gebiet der Gemeinde Lontzen:

— am Orte genannt Herbesthal-Tivoli: die Umgestaltung von 10,5 Ha Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in ein gemischtes Gewerbegebiet;

— am Orte genannt «Herbesthaler Baum»: die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets (6,5 Ha), das auf mit der Eisenbahn verbundene Tätigkeiten spezialisiert ist, eines gemischten Gewerbegebiets (33,5 Ha) unter der Beifügung einer zusätzlichen Vorschrift, durch die Einzelhandelsgeschäfte und Unternehmen für Dienstleistungen an die Bevölkerung nicht zugelassen werden, von denen 10 Ha phasenweise erschlossen werden, und eines gemischten Gewerbegebiets (7,5 Ha), das der Errichtung eines Abtrenngebiets vorbehalten wird;

d) auf dem Gebiet der Gemeinde Welkenraedt:

— am Orte genannt Lancaumont: die Umgestaltung des Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter in ein industrielles Gewerbegebiet (6,5 Ha) und in ein Agrargebiet (32,5 Ha);

— am Orte genannt Hemesels: die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets von 34 Ha (von denen 15,5 Ha phasenweise zu erschließen sind), das hauptsächlich für die Tätigkeiten im Bereich der Verkehrslogistik bestimmt ist, und eines gemischten Gewerbegebiets (3 Ha);

In der Erwägung, dass Artikel 46 § 1 Absatz 2^o des Gesetzbuches durch die Beachtung der folgenden Bestimmungen nachgekommen wird:

— die Wiederverwendung der Plattform Tivoli-Herbesthal, die ein stillgelegtes Gewerbegebiet ist;

— die Stilllegung des größten Teils des Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter von Lancaumont;

— der Anschluss eines Teils des Gebiets an die Eisenbahn, was dazu beitragen wird, die Luftverschmutzung durch die Entwicklung dieser Alternative zum Straßenverkehr zu beschränken;

— die Organisation durch den Entwicklungsträger eines Transportplanes für die Arbeiter des Gewerbegebiets, um die Benutzung des eigenen Fahrzeugs zu beschränken;

— die Abgrenzung von Abtrennvorrichtungen, die für die Anwohner als Puffer dienen;

— die Erhaltung von Hecken innerhalb der Tätigkeitsgebiete, was einen Beitrag zu der Erhaltung der biologischen Vielfalt leisten wird;

— eine landschaftsorientierte Behandlung der Abgrenzungen zwischen den Gebieten;

— die Schaffung von «umweltverträglichen» Regenauffangbecken, die die Entwicklung der biologischen Vielfalt und der Landschaften fördern;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verabschiedet den Entwurf zur Abänderung des Sektorenplans Verviers-Eupen gemäß dem diesem Erlass beigefügten Plan (Karten 43/1 und 43/2). Dieser Entwurf betrifft die Eintragung von:

— auf dem Gebiet der Gemeinde Baelen am Orte genannt «Gamstock»: einem Reserveumkreis;

— auf dem Gebiet der Gemeinde Baelen am Orte genannt «Ferne Horren»: einem industriellen Gewerbegebiet;

— auf dem Gebiet der Gemeinde Baelen: einem gemischten Gewerbegebiet am südlichen Rand der Autobahn E40, westlich der Straße N67 und nördlich des bestehenden gemischten Gewerbegebiets;

- auf dem Gebiet der Gemeinde Eupen am Orte genannt «Gemehret»: zwei gemischten Gewerbegebieten und einem industriellen Gewerbegebiet;
- auf dem Gebiet der Gemeinde Eupen am Orte genannt «Lommerich»: einem gemischten Gewerbegebiet und einem spezifischen Gewerbegebiet mit dem Überdruck «GD»;
- auf dem Gebiet der Gemeinden Eupen und Baelen entlang dem westlichen Rand der Straße N67: einem gemischten Gewerbegebiet;
- auf dem Gebiet der Gemeinde Lontzen am Orte genannt «Herbesthal-Tivoli»: einem gemischten Gewerbegebiet;
- auf dem Gebiet der Gemeinde Lontzen am Orte genannt «Herbesthaler Baum»: drei gemischten Gewerbegebieten und einem industriellen Gewerbegebiet;
- auf dem Gebiet der Gemeinde Welkenraedt am Orte genannt «Lançaumont»: einem industriellen Gewerbegebiet und einem Agrargebiet;
- auf dem Gebiet der Gemeinde Welkenraedt am Orte genannt «Hemesels»: zwei industriellen Gewerbegebieten und einem gemischten Gewerbegebiet.

Art. 2 - § 1. Die folgende zusätzliche Vorschrift findet in den durch den vorliegenden Erlass in den Plan unter der Abkürzung * R 1.1 eingetragenen gemischten Gewerbegebieten Anwendung: «Die Ansiedlung von Einzelhandelsgeschäften und Betrieben für Dienstleistungen an die Bevölkerung ist in dem Gewerbegebiet untersagt, außer wenn sie Hilfstätigkeiten zugunsten der in dem Gebiet zugelassenen Aktivitäten ausüben».

§ 2. Die folgende zusätzliche Vorschrift findet in den durch den vorliegenden Erlass in den Plan unter der Abkürzung * R 1.5 eingetragenen Gewerbegebieten Anwendung: «Dieser Teil des Gewerbegebiets wird der Errichtung eines Abtrenngebiets vorbehalten».

§ 3. Die folgende zusätzliche Vorschrift findet in den durch den vorliegenden Erlass in den Plan unter der Abkürzung * R 1.6 eingetragenen Gewerbegebieten Anwendung: «Nur die Unternehmen, deren Rohstoffe oder Fertigprodukte durch die Eisenbahn befördert werden, können in diesem Gewerbegebiet zugelassen werden. Es kann jedoch von dieser Vorschrift abgewichen werden, wenn kein in Anwendung des vorliegenden Erlasses eingetragenes Gebiet über für die Ansiedlung neuer Betriebe notwendigen Grundstücke verfügt».

§ 4. Die folgende zusätzliche Vorschrift findet in den durch den vorliegenden Erlass in den Plan unter der Abkürzung * R 2.1 eingetragenen Gewerbegebieten Anwendung: «Die Ansiedlung von Unternehmen in dem gemischten Gewerbegebiet wird nur dann erlaubt, wenn die durch den vorliegenden Erlass eingetragenen Gebiete derselben Gemeinde und mit derselben Zweckbestimmung über keine für die Ansiedlung neuer Betriebe notwendigen Grundstücke mehr verfügt».

Art. 3 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. März 1992, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Verviers-Eupen einer Teilrevision zwecks der Eintragung eines Gewerbegebiets am Orte genannt «Herbesthalerbaum» in Lontzen zu unterziehen ist, wird aufgehoben.

Art. 4 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 24. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2003/27732]

18 JUIN 2003. — Arrêté ministériel affectant à l'usage économique mixte certains terrains situés sur le territoire de la commune de Flémalle, zone dite « des Cahottes - Extension III »

Le Ministre chargé de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, paragraphe 1^{er}, 3^e alinéa;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment les articles 30 et 31;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu le décret du 15 mars 1990 insérant dans la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique un article 30bis, un article 31bis et un article 32bis;

Vu la délibération du 8 novembre 2002 du conseil d'administration de la SPI+ sollicitant l'autorisation de procéder à l'expropriation de terrains situés sur le territoire de la commune de Flémalle zone dite « des Cahottes - Extension III » en vue de leur affectation à l'usage d'activité économique mixte;

Vu le plan d'affectation et d'expropriation ci-annexé figurant lesdits terrains;

Vu le dossier annexé à la délibération susvisée constatant que les formalités prescrites par l'article 30 de la loi du 30 décembre 1970 ont été remplies;

Vu qu'aucune réclamation n'a été introduite au cours de l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 septembre 2002 au 9 octobre 2002;

Vu l'avis favorable des administrations consultées au cours de l'instruction du dossier;

Vu le plan de secteur de Liège adopté par arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987, lequel a affecté les terrains en cause en zone d'activité économique mixte;